

ALGERIE : LES VERITABLES ENJEUX DE LA GUERRE DU GOLFE (*)

Par Brahim BRAHIMI

Maître de conférences, Université d'Alger.

"Je suis contre la violence et contre le fait que des êtres vivants s'entretuent. J'accorde beaucoup d'importance à la vie de l'être humain, de l'animal ou même des plantes. Je ne trouve aucune justification à la sauvagerie qui entraîne la mort". Cette déclaration de l'écrivain Tahar OUETTAR au plus grand quotidien algérien *Horizons*, daté du 24 janvier 1991, résume l'attachement profond du peuple algérien à la paix. Marqué par une guerre de libération qui a fait plus d'un million de morts entre 1954 et 1962, le peuple algérien n'aime pas la guerre ; mais cette aspiration profonde à la paix ne s'oppose aucunement au soutien inconditionnel des algériens à toutes les causes de libération des peuples ; durant les dernières décennies, Alger était considérée comme la "Mecque" des mouvements de libération nationale.

Il faut reconnaître que la politique extérieure de l'Algérie a connu une certaine continuité sous les différents régimes (Ben Bella : 1962-65 ; Boumediène : 65-78 ; Chadli Bendjedid depuis 1979) ; même les partis clandestins défendaient des positions identiques, sinon proches, de la politique adoptée par le régime au pouvoir ; qu'il s'agisse du soutien accordé aux mouvements de libération nationale ou de la lutte menée par le mouvement des "non alignés" pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international, tous les courants politiques au sein du pouvoir ou en dehors des institutions officielles étaient d'accord à quelques nuances près.

Même après les tragiques événements d'octobre qui ont poussé le pouvoir à accepter la création de Partis d'opposition, le régime en place qui est toujours dirigé par les militants du FLN est rarement attaqué sur le terrain de la politique extérieure. Ce consensus allait-il être remis en cause avec le déclenchement de la guerre du Golfe ?

(*) Etude publiée in "Die-Tages Zeitung du 13 février 1991. Berlin-Allemagne (Revue écologiste).

A première vue, tout portait à croire que la guerre du Golfe allait diviser les Partis politiques créés après l'adoption de la Constitution du 23 février 1989 qui autorisa, pour la première fois dans l'histoire politique algérienne, la création de partis politiques d'opposition (18 partis créés en 1989, 36 aujourd'hui !)

En effet, un observateur non averti des questions algériennes pouvait s'attendre à ce que le F.I.S. (Front Islamique du Salut), qui a écrasé les autres Partis lors des élections municipales du 12 juin 1990, s'aligne sur les positions séoudiennes ; d'abord parce que le régime irakien de Saddam Hussein, se déclare ouvertement pour la laïcité qui est vivement combattue par tous les Partis islamistes du monde arabe ; ensuite parce que les mouvements islamistes du monde arabe sont financés par la régime Wahabite séoudien. Toutefois, il faut préciser que le mouvement islamiste algérien n'a commencé à prendre de l'ampleur que dans les années 80 (bien après la naissance des partis intégristes de l'Égypte, de la Tunisie...) et que les leaders de ce mouvement ont toujours nié les liens qui les rattachent au régime Saoudien.

Quelles sont donc les raisons qui ont poussé les partis islamistes à appuyer le régime de Saddam Hussein ?

On peut penser, bien sûr, que les partis politiques, pour des raisons électoralistes subissent les pressions de la rue qui se sont manifestées — dès le premier jour des bombardements américains — en faveur du peuple Irakien.

En fait, la raison essentielle réside dans l'attachement du peuple algérien au principe de la souveraineté nationale qui, dans les moments difficiles, prend le pas sur les appartenances idéologiques : En 1963, Michel LAUNEY, relevait, à juste titre, dans la revue *Esprit*, que les paysans algériens accordaient peu d'importance à l'idéologie ; ils ne se méfiaient pas des communistes parce que ces derniers ne constituaient aucun danger pour leur pays ; par contre, ils se méfiaient des américains parce que ces derniers pouvaient constituer une menace pour la souveraineté nationale. On retrouve cette même attitude en 1991 : l'idéologie du parti Bass Irakien passe au second plan par rapport à la souveraineté nationale d'un pays arabe.

Et la souveraineté du peuple Koweïtien ?

A l'exception d'un ou deux partis qui n'ont pas condamné l'invasion du Koweït par les Irakiens, les partis politiques, y compris le pouvoir en place ont condamné l'occupation Irakienne. Le conflit devait trouver une solution arabe.

Mais à partir du moment où des forces étrangères se sont installées en territoire Saoudien, l'opinion publique n'a pas tardé à dénoncer la présence américaine en Arabie Séoudite.

Tout le monde est persuadé, en Algérie que l'agression contre l'Irak est programmée depuis longtemps par les américains. Pour la grande majorité les raisons de cette agression sont évidentes : la main-mise sur le pétrole du monde arabe ; les américains ne pouvaient pas tolérer qu'un pays comme l'Irak pouvait contrôler 40 % des réserves mondiales de ce produit stratégique ; il fallait, par ailleurs, détruire le potentiel militaire d'un pays qui pouvait constituer une menace contre Israël. Ce que l'on n'arrive pas à comprendre, ici, c'est la décision de Saddam Hussein d'envahir le Koweït, donnant ainsi un prétexte qui a précipité l'intervention américaine.

Certes, les partis islamistes veulent faire croire à l'opinion publique qu'il s'agit d'une croisade religieuse de l'occident contre le monde et la civilisation arabo-islamique comme si l'Arabie Séoudite et certains pays arabes ne faisaient plus partie de l'arabo-islamisme ! Cette propagande ne résiste pas une analyse sérieuse mais elle peut avoir beaucoup d'impact sur les militants des mouvements islamistes et inquiéter les gouvernants. Comme les élections législatives doivent se dérouler en 1991, certains partis font de la surenchère en exigeant, par exemple, *"l'instruction et l'entraînement de volontaires"* en déclarant qu'ils peuvent mobiliser plus d'un million de personnes.

Une semaine après l'intervention américaine en Irak, le chef de l'État a mis en garde, sans les citer, les dirigeants des partis islamistes contre *"la démagogie"* faite *"au nom du nationalisme et de l'islam"*.

Il faut dire que malgré sa diplomatie très agissante, le pouvoir algérien n'arrive pas à expliquer sa position dans la guerre du Golfe. Les citoyens algériens commencent à peine à reprendre confiance dans les moyens d'information.

Jusqu'en 1989, la population algérienne, composée de 25 millions d'habitants, ne disposait que de 6 quotidiens, d'une chaîne de radio-télévision et quelques revues. Le parti unique qui dirigeait le pays avait étouffé sa propre presse en confiant la direction des moyens d'information à des bureaucrates qui censuraient non seulement les journalistes mais contrôlaient le courrier des lecteurs ; les intellectuels critiques n'avaient pas le droit à la parole.

Depuis 1989, on assiste à la naissance de nombreux journaux et la censure a pratiquement disparu. Même la télévision qui était très

surveillée par les fonctionnaires du pouvoir diffuse des émissions en direct et les chefs des partis d'opposition s'y expriment librement.

Avec le conflit du Golfe le public algérien découvre que l'information est manipulée même dans les pays occidentaux. Les citoyens qui disposent de la parabole réalisent que la chaîne de télévision nationale peut concurrencer les chaînes étrangères notamment lorsqu'elles donnent la parole à des représentants de partis politiques, à des intellectuels où lorsqu'elle traite de sujets "*tabous*" comme la drogue, la prostitution...

C'est là, une des conséquences positives de la guerre du Golfe mais il s'agit en fait, d'un effet secondaire ; l'essentiel réside ailleurs : alors qu'on redoutait les débordements et les dépassements de certains partis qui appelaient au "*djihad*" (la guerre sainte), les algériens ont manifesté dans le calme. Certes, certains manifestants voulaient occuper les ambassades des Etats-Unis, de l'Arabie Séoudite, de l'Egypte, de la France... mais les slogans insistaient surtout sur "*la paix dans le Golfe*", "*l'Irak libre et démocratique*", "*la solidarité avec le peuple Irakien*", "*la libération de la Palestine*", "*l'arrêt de la guerre mais le refus de la capitulation*". Certaines marches de soutien au peuple Irakien sont organisées par plusieurs partis auxquels se joignent des associations telles que les ligues des droits de l'homme, les associations féminines, les universitaires et les intellectuels qui n'adhèrent à aucun parti politique, les nombreuses associations des étudiants... (1).

Comment expliquer ce soutien unanime de la population algérienne au peuple Irakien ?

Dans la mémoire des algériens, les Etats-Unis d'Amérique sont assimilés non seulement aux nombreuses défaites du monde arabe (1948, 1956, 1967...) mais aussi à la guerre du Vietnam, la chute d'Allende, l'intervention au Panama et à Grenade... Par ailleurs ils découvrent que les immenses richesses des pays arabes profitent à quelques familles du Golfe alors que la majorité des masses arabes vit dans l'ignorance et la pauvreté.

En tout cas, la famille Wahabite qui était considérée par la presse officielle et par les partis islamistes comme la gardienne des lieux saints de l'islam a perdu toute crédibilité auprès des masses algériennes. Les émirs du Golfe sont aujourd'hui considérés comme "*les valets de l'impérialisme américain*" et Saddam Hussein qui était vu comme un chef autoritaire, est comparé par une partie de l'opinion, à Djamel Abdel NASSER. Il ne faut

pas oublier que la dignité des arabes est bafouée depuis la création d'Israël en 1948. Il faut amener Israël à discuter et à libérer les territoires occupés en 1967. En liant la question palestinienne au problème du Golfe, Saddam Hussein savait que l'opinion publique, dans le monde arabe, allait faire passer au second plan l'occupation du Koweït.

Saddam Hussein ne s'est pas trompé car on considère, déjà, en Algérie qu'il a gagné la bataille sur le plan politique. C'est pourquoi les gouvernants algériens et sans doute la majorité de la population estiment qu'il faut à tout prix engager les négociations pour trouver une solution pacifique au conflit du Golfe.

On estime aussi que si les Américains s'entêtent à vouloir détruire l'Irak, les populations de certains pays arabes risquent de se soulever contre leurs dirigeants. Les Algériens qui militent pour la démocratie ne perdent pas de vue que les pays occidentaux qui se déclarent démocrates et "civilisés" ont apporté leur soutien à des dirigeants et à des régimes féodaux et autoritaires. Ils n'oublient pas, non plus, que les partis religieux extrémistes ont été créés par certains régimes arabes conservateurs soutenus par des grandes puissances qui se réclament "*gardiennes de la démocratie*".

(1) Une association de soutien au peuple irakien a été créée en août 1990 ; elle regroupe des avocats, des universitaires...